

RÉSUMÉ

En l'espace de vingt ans, le monde est entré dans une nouvelle phase de la mondialisation, qui comporte pour les pays et les travailleurs de nouveaux défis et de nouvelles opportunités. Poussée par l'essor des technologies de l'information et les innovations dans le domaine des transports, la production s'est mondialisée et s'est segmentée le long de ce qu'on a appelé les chaînes de valeur mondiales : des travailleurs dans différents pays contribuent désormais à la conception, à la fabrication, à la commercialisation et à la vente d'un même produit. En moyenne dans les pays de l'OCDE, un tiers des emplois dans les entreprises dépend de la demande dans des pays étrangers. Trente pour cent de la valeur des exportations des pays de l'OCDE proviennent à présent de l'étranger.

Les conséquences des chaînes de valeur mondiales sur l'économie et la société sont plus complexes, plus diffuses et davantage liées entre elles que celles des premières phases de la mondialisation. Celle-ci est remise en question, et les pays doivent redoubler d'efforts pour qu'elle profite à tous. Le présent ouvrage montre qu'en investissant dans les compétences de leur population, Les pays peuvent contribuer à s'assurer que leur participation aux marchés mondiaux se traduit par de meilleurs résultats sur les plans économique et social à travers un ensemble de politiques parmi lesquelles l'investissement dans les compétences est primordial.

Les compétences ont un rôle déterminant pour la mondialisation

Les compétences peuvent aider les pays à intégrer les marchés mondiaux et à se spécialiser dans les secteurs les plus avancés au plan technologique

- Lorsque la participation aux chaînes de valeur mondiales s'accompagne du développement des compétences, les pays peuvent bénéficier d'une hausse plus forte de la productivité. Les pays qui ont le plus augmenté leur participation aux chaînes de valeur mondiales entre 1995 et 2011 ont bénéficié d'une progression annuelle plus forte de la productivité de la main-d'œuvre. Cette hausse supplémentaire oscille entre 0.8 point de pourcentage dans les secteurs qui offrent le plus petit potentiel de segmentation de la production, et 2.2 points dans ceux qui offrent le plus grand potentiel de segmentation, ce qui est le cas de nombreux secteurs manufacturiers technologiquement avancés.
- Pour intégrer de nouveaux marchés et s'y développer, tous les secteurs d'activité ont besoin de travailleurs qui possèdent non seulement de solides compétences cognitives (y compris littératie, numératie et capacité de résolution de problèmes), mais aussi des capacités de gestion et de communication, ainsi que la volonté d'apprendre. Pour que les gains de productivité tirés des chaînes de valeur mondiales bénéficient à l'ensemble de l'économie, toutes les entreprises, y compris les petites, doivent pouvoir compter sur des salariés qui maîtrisent ces compétences.
- Pour se spécialiser dans les secteurs les plus avancés sur le plan technologique, les pays ont également besoin :
 - de travailleurs possédant des compétences socio-émotionnelles solides (par exemple, gestion, communication, auto-organisation) à l'appui de leurs compétences cognitives. Un pays dont

les compétences cadrent bien avec les attentes des secteurs technologiquement avancés peut se spécialiser dans ces secteurs en moyenne 8 % de plus que d'autres pays.

- de réservoirs de travailleurs possédant des diplômes et qualifications qui reflètent fidèlement leurs capacités. De nombreux secteurs technologiquement avancés exigent de longues séquences de tâches ; si leur exécution est médiocre à quelque étape que ce soit, la valeur de la production en sera grandement amoindrie. Les pays qui possèdent des travailleurs qualifiés peuvent se spécialiser dans ces secteurs 2 % de plus en moyenne que ceux dont les résultats en termes de compétences sont plus incertains.

Les compétences peuvent aider les individus à faire face aux conséquences négatives éventuelles des chaînes de valeur mondiales

- Les pays peuvent réduire le risque de délocalisation (transfert de la production à l'étranger) en investissant dans le développement des compétences de leur population. Les capacités professionnelles des travailleurs, et donc le type de compétences qu'ils acquièrent, influent également fortement sur le risque de délocalisation de leurs emplois. Les travailleurs qui ont acquis les compétences nécessaires peuvent évoluer dans leur emploi ou s'adapter plus facilement à l'évolution des besoins.
- Dans tous les pays, les travailleurs hautement qualifiés bénéficient d'emplois de meilleure qualité que les travailleurs peu qualifiés. Toutefois, les pays qui participent davantage aux chaînes de valeur mondiales affichent des écarts de niveau de qualité plus importants entre les travailleurs hautement et peu qualifiés.
- Trop d'adultes ne possèdent pas les compétences requises pour faire face aux défis de la mondialisation. Plus de 200 millions d'adultes dans les pays de l'OCDE (environ un sur quatre) ont un niveau à l'écrit ou en mathématiques faible, et 60 % d'entre eux ont un niveau faible dans les deux domaines.

Les compétences ont accompagné l'intégration mondiale de façon différente selon les pays

Les pays doivent investir dans les compétences, non seulement pour aider les individus à s'insérer sur le marché du travail et les protéger contre le risque de perdre son emploi ou d'occuper un emploi de qualité médiocre, mais aussi pour renforcer leur compétitivité à l'échelle internationale et leur croissance économique dans un monde interconnecté.

- Au cours des 15 dernières années, en partant de positions de départ différentes, la Corée et la Pologne ont accru leur participation aux chaînes de valeur mondiales et renforcé leur spécialisation dans des secteurs technologiquement avancés, tout en améliorant le niveau de compétence de leur population et en réalisant des progrès aux plans économique et social, tirant ainsi parti des avantages des chaînes de valeur mondiales.
- Le Chili et la Turquie ont nettement renforcé leur participation aux chaînes de valeur mondiales, ont développé les compétences nécessaires pour faire face aux défis qui se posent et bénéficient de retombées très positives en termes d'emploi. Leurs compétences correspondent cependant peu aux exigences des secteurs technologiquement avancés, ce qui explique en partie leur faible niveau de spécialisation dans ces secteurs.

- L'Allemagne et les États-Unis ont également sensiblement accru leur participation aux chaînes de valeur mondiales, mais, si les compétences de la population allemande semblent correspondre au modèle de spécialisation industrielle du pays, ceci est moins le cas des États-Unis.
- Certains pays, comme la Grèce et, dans une moindre mesure, la Belgique, sont faiblement intégrés dans les chaînes de valeur mondiales, n'ont pas beaucoup amélioré les compétences de leur population et n'en ont pas bénéficié en tant que source de croissance économique.

Conséquences pour les politiques relatives aux compétences

Pour tirer avantage des chaînes de valeur mondiales, les pays doivent investir dans l'enseignement et la formation, mieux utiliser les compétences, mieux coordonner les politiques en lien avec les compétences - depuis la politique de l'éducation et la politique migratoire jusqu'à la législation sur la protection de l'emploi - et harmoniser ces politiques avec les politiques industrielle et commerciale.

Doter les diplômés de qualifications fiables et d'un ensemble solide de compétences utiles

De l'éducation préscolaire jusqu'à la formation des adultes, les systèmes d'enseignement et de formation doivent doter tous les apprenants d'un solide ensemble de compétences. Il faut pour cela continuer d'accorder une attention particulière aux compétences cognitives, tout en développant des stratégies d'enseignement originales, en rendant le choix des programmes plus souple et en prévoyant des cours d'éducation à l'entrepreneuriat.

Les pays peuvent mieux faire correspondre les caractéristiques de leurs compétences et les besoins en compétences des secteurs d'activité grâce à un système d'enseignement et de formation professionnels de qualité, comprenant un important volet d'apprentissage en milieu professionnel, et à des mesures visant spécifiquement à encourager une collaboration plus étroite entre le secteur privé, les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche.

Éliminer les obstacles au développement continu des compétences

Les adultes devant en permanence améliorer et adapter leurs compétences, il convient que les pays suppriment les obstacles au développement continu des compétences, en particulier chez les adultes faiblement qualifiés. Les pouvoirs publics, les employeurs, les syndicats et les établissements d'enseignement et de formation doivent collaborer pour proposer des possibilités de formation sur poste souples, améliorer l'accès des adultes au système d'enseignement formel et permettre aux travailleurs de mieux concilier travail et formation. Il serait souhaitable de mieux reconnaître les compétences acquises de manière informelle afin d'aider les travailleurs à acquérir de nouveaux diplômes et qualifications et à adapter leur carrière à l'évolution des besoins.

Utiliser les compétences plus efficacement

Les compétences peuvent aider les pays à obtenir de bons résultats au sein des chaînes de valeur mondiales, mais uniquement si les individus travaillent dans des entreprises et des secteurs qui optimisent leurs compétences. Les pays doivent s'assurer que les individus peuvent facilement trouver des emplois où leurs compétences seront utilisées efficacement, tout en offrant la flexibilité nécessaire aux entreprises et la sécurité dont les travailleurs ont besoin. Les pays pourraient encourager l'application de méthodes de gestion efficaces, adapter la législation sur la protection de l'emploi et réglementer les clauses de non-concurrence de manière à permettre un partage plus efficace de l'expertise et du savoir dans l'ensemble de l'économie.

Renforcer la coopération internationale sur les politiques en matière de compétences

Plutôt que de se faire concurrence pour attirer les talents, les pays pourraient coopérer à l'élaboration des programmes d'enseignement et de formation, ce qui permettrait d'en assurer la qualité et de conserver le niveau de connaissance et de compétences dont les pays ont besoin pour se développer au sein des chaînes de valeur mondiales. Ils peuvent également améliorer les compétences dans les économies en développement et faciliter la reconnaissance de ces compétences par d'autres pays. Ils peuvent également envisager des mécanismes de financement qui reflètent mieux la répartition des avantages et des coûts entre les différents pays, dans un monde où l'enseignement comme la production se sont internationalisés.